



CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OPIMUM  
Commission principale  
Point 6 de l'ordre du jour

EXAMEN DU PROJET DE PROTOCOLE VISANT A REGLEMENTER LA PRODUCTION,  
LE COMMERCE INTERNATIONAL, LE COMMERCE DE GROS ET L'EMPLOI DE L'OPIMUM  
(E/2186, annexe)

Suisse : Amendement au projet de protocole (E/2186, annexe)

Chapitre V, section 12:

Remplacer le texte de la section 12 par le texte suivant :

- " 1. Le Comité exerce une surveillance continue sur le commerce international de l'opium.
- " 2. a) S'il appert d'un examen des évaluations et des statistiques communiquées en vertu des sections 7 et 8 qu'une Partie n'a pas exécuté ou a pu ne pas exécuter les obligations qui lui incombent en vertu du présent Protocole [ou que tout autre Etat en entrave sérieusement l'application]; ou [en particulier]
- b) Si à la lumière de ces renseignements ou de tout autre renseignement dont il dispose le Comité est amené à conclure que des quantités excessives (section 12) d'opium s'accumulent dans un pays [ou un territoire] quelconque, ou que le danger existe de voir ce pays [ou ce territoire] devenir un centre de trafic illicite des stupéfiants,

le Comité est autorisé à demander, par l'entremise du Secrétaire général des Nations Unies, des explications [à l'Etat] [à la Partie] [au Gouvernement] intéressé[e].

- " 3. S'il n'est pas fourni d'explication dans un délai raisonnable ou si l'explication n'est pas satisfaisante, le Comité est autorisé à appeler l'attention [des gouvernements] de [toutes les Parties] [tous les Etats]

et du Conseil sur la question, et à recommander qu'il ne soit plus effectué d'importations à destination [de l'Etat] [de la Partie] [du pays] [ou du territoire] intéressé[e] ou d'exportations en provenance [de cet Etat] [de cette Partie] [ou de ce territoire] jusqu'à ce que le Comité ait fait connaître que la situation dans ce pays [ou ce territoire] lui donne satisfaction [en ce qui concerne le commerce de l'opium]. Le Comité" notifie en même temps la recommandation qu'il a formulée au [gouvernement] [du] [pays] [à] [de] [l'Etat] [à] [de] [la Partie] intéressé[e].

" 4. [le pays] [l'Etat] [la Partie] [le Gouvernement] intéressé[e] est autorisé[e] à porter la question devant le Conseil.

" 5. [Le Gouvernement de] tout[e] autre [Etat] [Partie] qui n'est pas disposé à se conformer à la recommandation du Comité en informera immédiatement le Comité en lui exposant, si possible, les raisons de son attitude.

" 6. Le Comité est autorisé à publier un rapport sur la question et à le communiquer au Conseil qui, à son tour, le transmettra [au Gouvernement de] [à] toutes les Parties [tous les Etats].

" 7. Toutes les fois que la décision du Comité n'est pas unanime, le point de vue de la minorité sera également exposé.

" 8. [Toute Partie] [Tout Etat] qu'une décision envisagée par le Comité en vertu des paragraphes précédents de la présente section intéresse directement sera invité [e] à se faire représenter à la séance, au cours de laquelle le Comité en examinera l'éventualité.

" 9. Les décisions prises en vertu de la présente section doivent l'être à la majorité [absolue] des membres composant le Comité.

" [10. Les mesures visées aux paragraphes précédents de la présente section peuvent également être prises par le Comité à l'égard d'Etats qui ne sont pas Parties au Protocole.]

- - - - -